Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 21 février 2005
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués principaux

- **Commerce de détail,** décembre 2004 — 2
  Les ventes au détail ont reculé en décembre, en raison d'une diminution de 1,4 % des dépenses des consommateurs dans les magasins de détail par rapport à novembre. La majeure partie du recul global était attribuable à la baisse des ventes chez les concessionnaires d'automobiles neuves et les magasins de bière, de vin et de spiritueux.

- **Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes : milieu familial, revenu et comportement des enfants,** 1994-1995 à 2002-2003 — 7
  Un lien existait entre les changements survenus dans le ménage au chapitre des pratiques parentales punitives et les changements notés dans le comportement des enfants huit années plus tard, selon l'analyse des données à long terme de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes.

Autres communiqués

Profil des exportateurs canadiens, 1993 à 2003 — 11

Services de design spécialisé, 2003 — 12

Bureaux d'agents, de courtiers en immeubles et d'évaluateurs de biens immobiliers et des autres activités liées à l'immobilier, 2003 — 13

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction, janvier 2005 — 13

Acier en formes primaires, données hebdomadaires, semaine se terminant le 12 février 2005 — 13

Nouveaux produits — 14

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Communiqués principaux

Commerce de détail

Décembre 2004

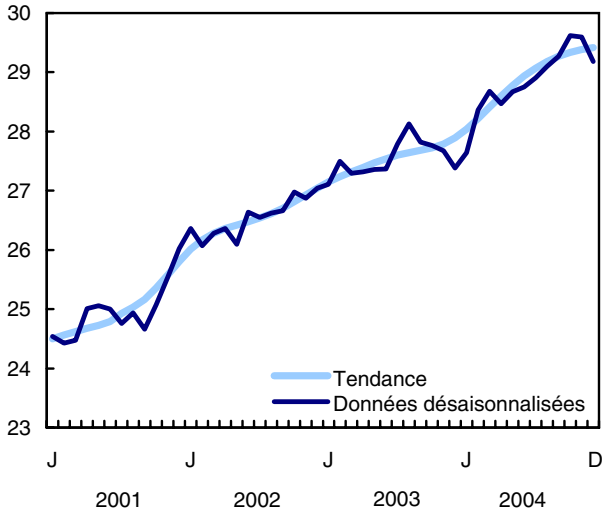
Les ventes au détail ont reculé en décembre, en raison d'une diminution de 1,4 % des dépenses des consommateurs dans les magasins de détail, qui se sont situées à 29,2 milliards de dollars. Cette baisse a fait suite à des ventes pratiquement inchangées en novembre (-0,1 %). Cependant, les ventes au détail de décembre se situaient à un niveau supérieur de 6,6 % à celles de décembre 2003.

La majeure partie du recul global affiché en décembre était attribuable à la baisse des ventes chez les concessionnaires d'automobiles neuves et les magasins de bière, de vin et de spiritueux. De plus, la popularité croissante des cartes-cadeaux, qui sont considérées comme des ventes seulement après avoir été échangées, a peut-être contribué à la faiblesse des ventes au détail en décembre.

Si l'on tient compte des prix, les ventes au détail en dollars constants ont régressé de 1,5 % en décembre et de 0,4 % en novembre.

Faibles ventes pour la plupart des détaillants durant la période des fêtes

En milliards de dollars



La diminution des résultats des ventes pendant la période des Fêtes est survenue à la suite d'une période de six mois de croissance ininterrompue des ventes. En fait, depuis le début de 2004, les détaillants ont bénéficié de neuf augmentations mensuelles des ventes, après avoir observé des replis au cours des quatre derniers mois de 2003. Auparavant, les ventes au détail ont suivi une tendance générale à la hausse depuis l'automne 2001.

Dans l'ensemble, en 2004, les détaillants ont affiché leur cinquième gain annuel en importance au cours des dix dernières années. Les ventes au détail ont progressé de 5,0 % en 2004, comparativement à 3,8 % en 2003. Les pressions inflationnistes sur les ventes au détail ont été modérées au cours des deux dernières années, la croissance annuelle des ventes en dollars constants s'étant établie à 4,1 % en 2004 et à 3,0 % en 2003.

En décembre, les plus importantes baisses des ventes ont été enregistrées par le secteur de l'alimentation et des boissons (-2,7 %), par celui des pharmacies (-2,4 %) et par le secteur de l'automobile (-2,0 %). Les dépenses de consommation ont également reculé dans les secteurs des matériaux de construction (-1,5 %) et des marchandises diverses (-0,5 %).

Résistant à la tendance, les magasins du secteur des détaillants divers ont affiché le plus grand gain des ventes (+2,1 %), suivis des secteurs de l'habillement (+1,1 %) et du meuble (+0,3 %). La catégorie des détaillants divers englobe les magasins de fournitures de bureau, d'articles de sport, de passe-temps, de musique et les librairies.

Fin d'année à la baisse pour le secteur de l'alimentation et des boissons

Les ventes ont chuté de 2,7 % dans le secteur de l'alimentation et des boissons en décembre, alors que la poursuite des conflits de travail à la Société des alcools du Québec et dans la Ligue nationale de hockey ont contribué à une baisse de 12,1 % des ventes des magasins de bière, de vin et de spiritueux. Les ventes de ce groupe de commerce comprennent également les ventes de boissons alcoolisées à d'autres établissements tels que les bars, les restaurants et les supermarchés. Il s'agissait de la troisième baisse mensuelle d'affilée des ventes de ces magasins, ayant porté la diminution à 4,6 % au dernier trimestre de 2004 par rapport au troisième, soit le premier repli trimestriel en deux ans.

Les supermarchés ont également signalé un recul de leurs ventes en décembre (-1,1 %), après avoir profité d'une bonne poussée de 2,2 % en novembre. La croissance des ventes des supermarchés s'est

accélérée depuis le début de 2004, celles-ci ayant enregistré des augmentations trimestrielles graduelles allant d'une montée de 1,0 % au premier trimestre à une forte hausse de 2,5 % au dernier trimestre.

Les ventes des pharmacies et des magasins de produits de soins personnels ont chuté de 2,4 % en décembre après avoir progressé pendant les quatre mois précédents (+3,4 %). Malgré la diminution observée en décembre, les ventes des pharmacies et des magasins de produits de soins personnels ont rapidement augmenté depuis le début de 2003.

Deuxième baisse mensuelle consécutive des ventes de véhicules automobiles

Une forte baisse des ventes d'automobiles neuves (-3,4 %) et un déclin des ventes des stations-service (-1,0 %) imputable aux prix ont entraîné une baisse de 2,0 % des ventes dans le secteur de l'automobile en décembre. Il s'agit du deuxième mois d'affilée au cours duquel les concessionnaires d'automobiles neuves et les stations-service ont provoqué une réduction des ventes dans ce secteur. Le recul des ventes d'automobiles neuves a porté leur total à environ 1,0 % au-dessous des niveaux moyens observés en 2003 et en 2002, années records en ce qui a trait aux ventes.

Alors que les ventes des centres de rénovation et des quincailleries sont demeurées pratiquement inchangées en décembre (+0,1 %), les magasins de matériaux de construction spécialisés et de jardinage ont affiché un recul important de leurs ventes de 7,5 %, ayant ainsi entraîné les ventes globales du secteur de la rénovation vers une baisse de 1,5 %. Les ventes de ce secteur ont atteint un plateau depuis août, à la suite d'une période de croissance rapide entamée au début de 2004.

Les consommateurs ont réduit leurs dépenses dans les magasins de marchandises diverses en novembre (-2,0 %) et en décembre (-0,5 %), mois où ces magasins sont habituellement le plus achalandés. Au sein de ce secteur, les grands magasins ont réussi à afficher un faible gain de 0,2 % des ventes en décembre, incapables de rebondir plus vigoureusement à la suite d'une baisse de 2,9 % en novembre. Les autres magasins de marchandises diverses ont maintenu leur tendance à la baisse en décembre (-1,2 %). Dans l'ensemble, les détaillants du secteur des marchandises diverses, dont les ventes ont été instables pendant toute l'année 2004, ont vu celles de décembre chuter pour atteindre pratiquement les niveaux observés en début d'année.

Hausse des ventes de cadeaux de dernière minute

Il est possible qu'en décembre, les achats de cadeaux de dernière minute aient stimulé l'augmentation de 2,1 % des ventes affichée par les magasins de la catégorie des détaillants divers. Les magasins de musique et les librairies sont des endroits très fréquentés par les acheteurs de dernière minute à Noël. Bien qu'elles aient effectué une remontée en fin d'année, les ventes de ce secteur connaissent une baisse générale depuis le printemps 2004.

Après les avoir boudés depuis le printemps, les acheteurs ont augmenté leurs dépenses de 3,9 % dans les magasins de chaussures, d'accessoires vestimentaires et de bijoux en décembre, ayant affiché une hausse de 1,1 % dans l'ensemble du secteur des vêtements et des accessoires. En ce qui a trait aux magasins de vêtements, leurs ventes ont à peine progressé en décembre (+0,2 %), ayant suivi la tendance des faibles gains connus depuis le printemps. L'impressionnante augmentation des ventes dans les magasins de chaussures, d'accessoires vestimentaires et de bijoux en décembre découle peut-être aussi de la croissance des ventes de dernière minute dans les bijouteries.

En décembre, les détaillants du secteur du meuble n'ont rattrapé qu'une faible fraction des ventes perdues en novembre. En effet, les ventes de ce secteur ont crû de 0,3 % en décembre, après avoir affiché un repli de 1,9 % en novembre. Au sein de ce secteur, les magasins de meubles ont été les seuls à avoir affiché une baisse des ventes (-1,0 %) en décembre, eux qui avaient également affiché un recul de 4,3 % en novembre. Les magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers, quant à eux, ont réussi à enregistrer un gain de 0,6 % des ventes en décembre, après avoir enregistré deux déclins mensuels consécutifs. Les ventes dans les magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers n'ont progressé que légèrement depuis le début de 2004, en raison des pressions déflationnistes sur les prix des produits qui y sont vendus.

Les ventes au détail sont en baisse dans huit provinces

Les ventes au détail ont chuté dans toutes les provinces en décembre, sauf en Colombie-Britannique (+0,7 %) et à Terre-Neuve-et-Labrador (+0,9 %). Les dépenses des consommateurs dans les magasins de détail ont diminué de plus de 2,0 % dans quatre provinces, soit l'Alberta (-2,1 %), la Nouvelle-Écosse (-2,6 %), le Nouveau-Brunswick (-3,0 %) et le Québec (-3,7 %).

Les détaillants de la Colombie-Britannique ont profité d'importantes hausses des ventes depuis le début de 2004, tandis que ceux de Terre-Neuve-et-Labrador ont enregistré leurs gains pendant les cinq derniers mois de l'année.

Les fortes baisses enregistrées par les détaillants du Québec sont survenues après sept mois de croissance continue. Le conflit de travail à la Société des alcools du Québec a contribué à la faiblesse des ventes au détail en décembre au Québec, mais 12 autres type de détaillants sur un total de 19 ont également connu une baisse de leurs ventes au cours de ce mois. Par exemple, le nombre d'automobiles neuves et de camions neufs vendus en décembre a chuté de 6,3 % par rapport à novembre. Les ventes au détail du Québec sont en progression générale depuis l'automne 2001, à l'exception d'une courte période de baisses enregistrées pendant les quatre derniers mois de 2003.

Indicateurs connexes pour janvier

En janvier, le total des emplois est demeuré essentiellement inchangé pour un troisième mois consécutif, alors que les mises en chantier ont chuté pour se situer à leur plus bas niveau en douze mois. En effet, les mises en chantier ont enregistré un repli de 13,8 % en janvier, après avoir atteint, en 2004, leur plus haut niveau en 17 ans. On prévoit que le nombre de véhicules automobiles neufs vendus en janvier diminuera d'environ 1 % par rapport à décembre, selon les données provisoires de l'industrie automobile.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 080-0014 à 080-0017 et 076-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2406 et 2408.

Le numéro de décembre 2004 de la publication *Commerce de détail* (63-005-XIF, 18 $ / 166 $) paraîtra sous peu.

Les données de janvier 2005 sur le commerce de détail seront publiées le 22 mars.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (*detaillantsinfo@statcan.ca*). Pour des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Gratton au (613) 951-3541, Division de la statistique du commerce.

□

Ventes au détail

	Décembre 2003	Septembre 2004[r]	Octobre 2004[r]	Novembre 2004[r]	Décembre 2004[p]	Novembre à décembre 2004	Décembre 2003 à décembre 2004
	données désaisonnalisées						
	en millions de dollars					var. en %	
Automobile	**8 961**	**9 730**	**10 118**	**10 083**	**9 887**	**-2,0**	**10,3**
Concessionnaires d'automobiles neuves	5 333	5 734	5 895	5 858	5 662	-3,4	6,2
Concessionnaires de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	1 176	1 211	1 261	1 273	1 303	2,3	10,8
Stations-service	2 453	2 785	2 961	2 952	2 922	-1,0	19,1
Magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques	**1 992**	**2 058**	**2 063**	**2 023**	**2 030**	**0,3**	**1,9**
Magasins de meubles	689	729	746	714	707	-1,0	2,6
Magasins d'accessoires de maison	352	384	390	387	391	1,1	11,0
Magasins d'ordinateurs et de logiciels	163	147	147	149	154	3,4	-5,5
Magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers	788	798	780	773	778	0,6	-1,3
Magasins de matériaux de construction et de produits extérieurs pour la maison	**1 615**	**1 819**	**1 800**	**1 820**	**1 792**	**-1,5**	**11,0**
Centres de rénovation et quincailleries	1 251	1 434	1 406	1 430	1 431	0,1	14,4
Magasins de matériaux de construction spécialisés et de jardinage	364	385	394	390	361	-7,5	-0,7
Magasins d'alimentation et de boissons	**6 531**	**6 978**	**6 952**	**7 029**	**6 841**	**-2,7**	**4,7**
Supermarchés	4 720	5 018	5 008	5 117	5 062	-1,1	7,3
Dépanneurs et magasins d'alimentation spécialisés	721	743	739	748	756	1,0	4,8
Magasins de bière, de vin et de spiritueux	1 091	1 218	1 204	1 164	1 023	-12,1	-6,2
Pharmacies et magasins de produits de soins personnels	**1 815**	**1 931**	**1 947**	**1 953**	**1 907**	**-2,4**	**5,1**
Magasins de vêtements et d'accessoires	**1 635**	**1 694**	**1 673**	**1 674**	**1 693**	**1,1**	**3,5**
Magasins de vêtements	1 227	1 292	1 274	1 277	1 279	0,2	4,3
Magasins de chaussures, d'accessoires vestimentaires et bijouteries	408	401	399	398	413	3,9	1,2
Magasins de marchandises diverses	**3 319**	**3 529**	**3 575**	**3 503**	**3 487**	**-0,5**	**5,0**
Grands magasins	1 736	1 832	1 848	1 794	1 798	0,2	3,6
Autres magasins de marchandises diverses	1 584	1 697	1 727	1 709	1 688	-1,2	6,6
Détaillants divers	**1 514**	**1 534**	**1 494**	**1 511**	**1 543**	**2,1**	**2,0**
Magasins d'articles de sport, de passe-temps, de musique et les librairies	739	758	724	738	762	3,3	3,2
Magasins de détail divers	775	776	770	773	781	1,0	0,8
Total des ventes au détail	**27 383**	**29 273**	**29 620**	**29 597**	**29 180**	**-1,4**	**6,6**
Total, excluant les concessionnaires d'automobiles neuves, de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	**20 874**	**22 328**	**22 464**	**22 466**	**22 216**	**-1,1**	**6,4**
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	479	478	486	491	495	0,9	3,4
Île-du-Prince-Édouard	112	114	117	115	114	-1,1	2,0
Nouvelle-Écosse	833	863	867	860	838	-2,6	0,5
Nouveau-Brunswick	632	674	669	696	675	-3,0	6,8
Québec	6 230	6 639	6 719	6 757	6 506	-3,7	4,4
Ontario	10 265	10 834	10 969	10 964	10 906	-0,5	6,3
Manitoba	923	987	1 014	996	984	-1,3	6,6
Saskatchewan	811	849	865	875	868	-0,8	7,1
Alberta	3 290	3 726	3 779	3 765	3 685	-2,1	12,0
Colombie-Britannique	3 709	4 010	4 034	3 979	4 008	0,7	8,1
Yukon	34	35	37	36	36	-1,3	4,7
Territoires du Nord-Ouest	46	44	44	45	45	0,6	-1,6
Nunavut	19	19	19	19	20	2,6	3,4

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*

Ventes au détail

	Décembre 2003	Novembre 2004[r]	Décembre 2004[p]	Décembre 2003 à décembre 2004
	données non désaisonnalisées			
	en millions de dollars			var. en %
Automobile	**7 972**	**9 398**	**8 771**	**10,0**
Concessionnaires d'automobiles neuves	4 745	5 440	4 972	4,8
Concessionnaires de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	904	1 178	1 016	12,4
Stations-service	2 324	2 780	2 784	19,8
Magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques	**2 978**	**2 210**	**3 066**	**3,0**
Magasins de meubles	795	758	822	3,5
Magasins d'accessoires de maison	458	452	511	11,6
Magasins d'ordinateurs et de logiciels	185	149	180	-2,7
Magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers	1 541	851	1 553	0,8
Magasins de matériaux de construction et de produits extérieurs pour la maison	**1 386**	**1 808**	**1 520**	**9,7**
Centres de rénovation et quincailleries	1 090	1 437	1 225	12,4
Magasins de matériaux de construction spécialisés et de jardinage	296	372	295	-0,4
Magasins d'alimentation et de boissons	**7 413**	**6 559**	**8 040**	**8,5**
Supermarchés	5 001	4 796	5 589	11,7
Dépanneurs et magasins d'alimentation spécialisés	766	681	830	8,3
Magasins de bière, de vin et de spiritueux	1 645	1 082	1 621	-1,4
Pharmacies et magasins de produits de soins personnels	**2 173**	**1 950**	**2 296**	**5,7**
Magasins de vêtements et d'accessoires	**2 752**	**1 828**	**2 902**	**5,4**
Magasins de vêtements	2 009	1 425	2 123	5,7
Magasins de chaussures, d'accessoires vestimentaires et bijouteries	743	403	779	4,9
Magasins de marchandises diverses	**5 261**	**3 974**	**5 497**	**4,5**
Grands magasins	3 077	2 137	3 172	3,1
Autres magasins de marchandises diverses	2 184	1 836	2 325	6,4
Détaillants divers	**2 265**	**1 542**	**2 364**	**4,4**
Magasins d'articles de sport, de passe-temps, de musique et les librairies	1 295	776	1 368	5,6
Magasins de détail divers	970	766	996	2,7
Total des ventes au détail	**32 200**	**29 267**	**34 457**	**7,0**
Total, excluant les concessionnaires d'automobiles neuves, de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	**26 552**	**22 650**	**28 470**	**7,2**
Provinces et territoires				
Terre-Neuve-et-Labrador	545	503	580	6,5
Île-du-Prince-Édouard	130	113	132	1,8
Nouvelle-Écosse	992	860	1 010	1,8
Nouveau-Brunswick	738	692	789	6,9
Québec	6 856	6 508	7 226	5,4
Ontario	12 426	11 043	13 200	6,2
Manitoba	1 086	985	1 169	7,6
Saskatchewan	956	863	1 024	7,1
Alberta	3 946	3 758	4 419	12,0
Colombie-Britannique	4 413	3 851	4 792	8,6
Yukon	38	34	40	4,4
Territoires du Nord-Ouest	52	40	53	0,7
Nunavut	23	19	23	3,8

[r] *Données révisées.*
[p] *Données provisoires.*

■

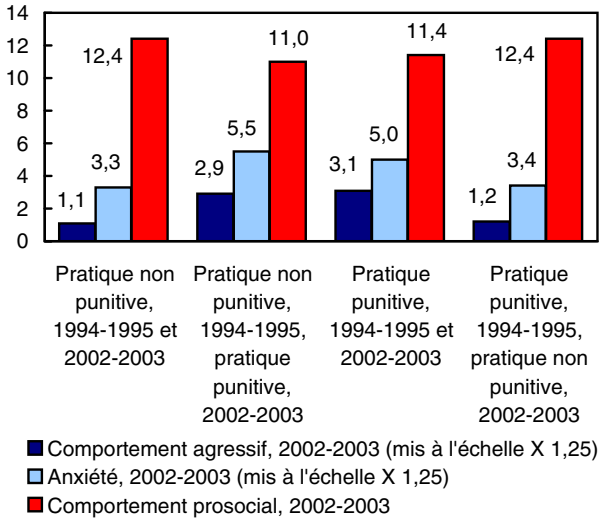
Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes : milieu familial, revenu et comportement des enfants

1994-1995 à 2002-2003

Un lien existait entre les changements survenus dans le ménage au chapitre des pratiques parentales punitives et les changements notés dans le comportement des enfants, selon l'analyse des données à long terme de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes.

Lien entre la modification de l'approche parentale et le comportement

Score du comportement, 2002-2003 (Étendue : 0-20)



Les enfants se montraient plus agressifs lorsque leurs parents les punissaient davantage. De plus, ils présentaient des scores élevés sur l'échelle de l'anxiété, et ils obtenaient des scores bas sur l'échelle du comportement prosocial (défini comme le fait de faire quelque chose pour le bénéfice d'autrui sans en tirer de gain personnel) lorsque le milieu parental était punitif.

Un lien entre les pratiques parentales punitives et le comportement des enfants a été observé alors que les enfants étaient âgés de 2 à 5 ans en 1994-1995 et aussi, huit ans plus tard soit en 2002-2003, alors qu'ils étaient âgés de 10 à 13 ans.

Note aux lecteurs

L'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ) est une étude à long terme menée par Développement social Canada et Statistique Canada afin de suivre le développement des enfants de la naissance au début de la vie adulte. L'enquête a commencé en 1994-1995 auprès d'un échantillon d'enfants âgés de moins de 12 ans et a été conçue pour recueillir des renseignements sur les facteurs influant sur le développement social et émotionnel ainsi que sur le comportement des enfants et des jeunes. Elle permet en outre de suivre les conséquences de ces facteurs sur leur développement au fil du temps.

Le présent rapport présente les résultats provisoires du cycle 5, tenu huit ans plus tard, soit en 2002-2003, alors que les enfants étaient âgés de 8 à 19 ans. Il porte sur les 4 129 enfants qui étaient âgés de 2 à 5 ans lors de la première période de collecte de données, soit en 1994 et 1995, et qui avaient de 10 à 13 ans lors de la cinquième phase de collecte, en 2002 et 2003. L'information a été recueillie auprès des parents lorsque les enfants étaient âgés de 2 à 5 ans, et auprès des parents et des enfants quand ceux-ci avaient de 10 à 13 ans. L'échantillon représente environ 1,5 million d'enfants âgés de 2 à 5 ans en 1994-1995.

Une analyse de la non-réponse partielle, y compris des taux de réponse pour des variables clés, est disponible sur demande.

Définitions

*La **catégorie de revenu** désigne le ratio du revenu du ménage au seuil de faible revenu (SFR) applicable pour chaque famille. Les familles à faible revenu sont celles qui consacrent une proportion plus grande de leur revenu à l'achat de nécessités comme la nourriture, le logement et l'habillement que la famille équivalente moyenne. Les ménages ont été répartis en deux groupes : les ménages à faible revenu, c'est-à-dire ceux se situant en dessous du SFR, et les ménages à revenu élevé, c'est-à-dire ceux se situant au niveau du SFR ou au-dessus.*

*Pour mesurer le **comportement agressif de l'enfant**, on a demandé, dans le cadre de l'ELNEJ, à quelle fréquence l'enfant se comportait ou réagissait de façon agressive, par exemple à quelle fréquence il se bagarrait, intimidait les autres ou faisait preuve de méchanceté.*

*Pour mesurer les **pratiques parentales punitives** à l'endroit des enfants âgés de 2 à 5 ans, on a demandé aux parents à quelle fréquence ils infligeaient des punitions corporelles à l'enfant ou criaient après lui et, par ailleurs, à quelle fréquence ils discutaient calmement du problème avec l'enfant ou lui expliquaient des façons plus acceptables de se comporter. On a demandé aux enfants âgés de 10 à 13 ans à quelle fréquence les parents criaient après eux, les frappaient ou les menaçaient de le faire.*

Un lien existait entre le changement dans les pratiques parentales punitives et le changement dans le comportement agressif

Les enfants dont les parents avaient abandonné leurs pratiques punitives pour des pratiques non punitives huit ans plus tard obtenaient des scores d'agressivité aussi bas que les enfants dont les parents n'utilisaient pas de pratiques punitives à l'une ou l'autre des périodes à l'enquête. Cela se produisait

indépendamment du degré d'agressivité des enfants lorsqu'ils étaient plus jeunes.

Dans le même ordre d'idées, les enfants dont les parents avaient abandonné leurs pratiques non punitives pour des pratiques punitives affichaient des scores d'agressivité aussi élevés que ceux qui vivaient dans un milieu punitif aux deux périodes à l'enquête.

Ces résultats concordent avec une étude précédente de l'ELNEJ, publiée en octobre 2004. On y révélait l'existence d'un lien entre les changements survenus dans le ménage au chapitre des pratiques parentales punitives entre le moment où les enfants étaient âgés de 2 ou 3 ans et celui où ils avaient 8 ou 9 ans, et les changements notés dans les manifestations d'agressivité dans leur comportement. La présente analyse constate que les mêmes résultats s'appliquent à ces enfants deux ans plus tard de même qu'à un groupe d'enfants plus âgés.

Un lien existait entre le changement dans les pratiques parentales punitives et le changement dans l'anxiété et le comportement prosocial de l'enfant

En plus d'être associés au comportement agressif d'un enfant, les changements touchant les pratiques parentales punitives l'étaient aussi aux changements en matière d'anxiété et de comportement prosocial chez l'enfant.

Les enfants dont le milieu parental punitif est devenu non punitif entre le moment où ils étaient âgés de 2 à 5 ans et celui où ils avaient de 10 à 13 ans présentaient un score aussi bas sur l'échelle de l'anxiété que les enfants dont le milieu parental n'était punitif ni à l'une ni à l'autre des périodes à l'enquête.

Par ailleurs, les enfants dont le milieu parental non punitif est devenu punitif avaient des scores d'anxiété aussi élevés de 10 à 13 ans que ceux dont le milieu parental était punitif pour les deux périodes à l'enquête.

Les mêmes tendances ont été observées pour ce qui est du comportement prosocial des enfants. Lorsque les pratiques parentales devenaient moins punitives, les enfants affichaient un comportement aussi prosocial lorsqu'ils avaient de 10 à 13 ans que ceux dont le milieu parental était non punitif pour les deux périodes à l'enquête.

Les enfants dont le milieu parental devenait plus punitif obtenaient, entre 10 et 13 ans, des scores aussi bas à l'échelle du comportement prosocial que ceux vivant dans un milieu punitif pour les deux périodes à l'enquête.

Le revenu du ménage avait très peu d'influence sur ces deux tendances.

Ces résultats ne démontrent pas que les pratiques parentales punitives provoquent un comportement agressif ou de l'anxiété ou qu'elles restreignent le comportement prosocial de l'enfant. Mais ils concordent avec ceux d'autres recherches qui portent à croire à l'existence d'un lien causal.

Il y avait un lien entre le faible revenu et le comportement agressif des enfants mais pas avec les autres résultats comportementaux

Les données montrent que les enfants qui vivaient dans un ménage à faible revenu alors qu'ils étaient âgés de 2 à 5 ans obtenaient des scores rattachés à l'anxiété et au comportement prosocial manifestés qui ne différaient pas alors qu'ils étaient âgés de 10 à 13 ans, de ceux des enfants faisant partie d'un ménage à revenu élevé.

À l'opposé, les résultats indiquent que les enfants de ménages à faible revenu alors qu'ils étaient âgés de 2 à 5 ans avaient tendance à obtenir des scores d'agressivité plus élevés huit ans plus tard que les enfants de ménages à revenu plus élevé.

Cela était vrai même pour les enfants qui faisaient partie d'un ménage qui était à faible revenu en 1994-1995, mais qui ne l'était plus en 2002-2003.

Un lien existait entre le comportement agressif des enfants de ménages à faible revenu et le milieu familial

Bien que les résultats indiquent que les enfants de ménages à faible revenu présentent une probabilité un peu plus élevée que les autres enfants de manifester de l'agressivité huit ans plus tard, bon nombre d'entre eux sont résilients au fait d'être ainsi désavantagés. Ceux-ci obtiennent des résultats semblables aux résultats des enfants qui appartiennent aux autres catégories de revenu.

Le présent rapport définit les enfants résilients comme ceux qui vivaient dans un ménage à faible revenu en 1994-1995, mais qui ont obtenu un score d'agressivité bas en 2002-2003.

D'importantes différences de milieu familial ont été observées entre ces enfants et ceux qui avaient obtenu un score d'agressivité élevé.

Les enfants résilients étaient sujets à des pratiques parentales nettement moins punitives que les enfants moins résilients. De plus, les parents des enfants résilients démontraient un plus haut degré de «nurturance parentale». Aussi, les enfants résilients avaient des parents qui les suivaient de plus près dans leurs activités.

Le faible revenu était lié au dysfonctionnement familial et à la dépression parentale

Dans le cadre de l'ELNEJ, on s'est demandé si les enfants de ménages à faible revenu étaient exposés à des niveaux plus élevés de stress environnemental que les enfants des ménages à revenu élevé. Il y a corrélation entre le comportement des enfants et, entre autres facteurs, le dysfonctionnement familial, la dépression chez la mère et les pratiques parentales punitives.

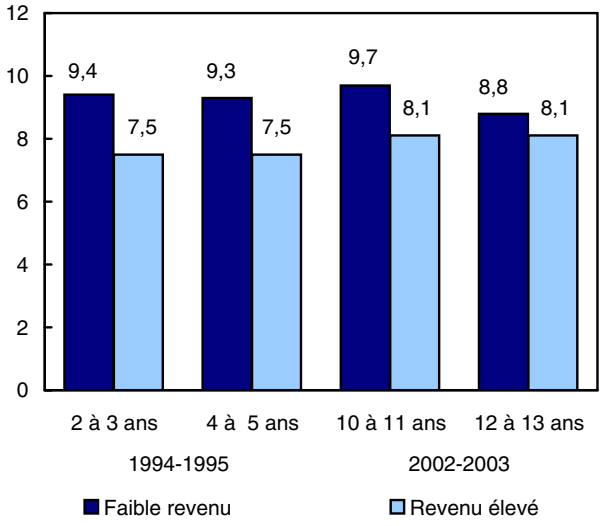
Pour mesurer le dysfonctionnement familial, des questions ont été posées aux parents sur les problèmes de fonctionnement familial, portant notamment sur la communication, les rôles, les manifestations d'affection et la réaction à celles-ci, le contrôle du comportement et la résolution des problèmes au sein de la famille. Les familles dysfonctionnelles étaient celles où des problèmes fréquents étaient signalés.

Les données de l'ELNEJ montrent que le dysfonctionnement familial et la dépression chez la mère sont associés au revenu, mais pas les pratiques parentales punitives.

Entre 2 et 5 ans, les enfants de ménages à faible revenu étaient sujets à de plus hauts niveaux de dysfonctionnement familial que les enfants de ménages à revenu élevé. Huit ans plus tard, le lien entre le faible revenu et le dysfonctionnement familial persistait chez les enfants de 10 et 11 ans, mais il avait cessé d'être significatif chez ceux âgés de 12 et 13 ans.

Lien entre le faible revenu et le dysfonctionnement familial

Score moyen du dysfonctionnement familial (Étendue : 0-36)

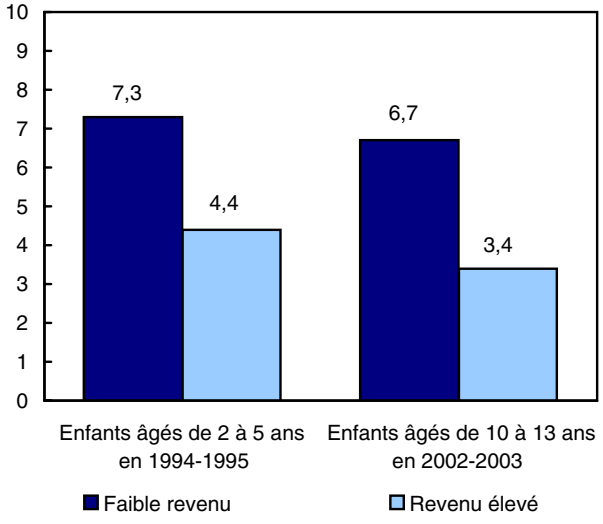


Dans le même ordre d'idées, l'enquête révèle l'existence d'un lien entre les symptômes de dépression déclarés par le parent, habituellement la mère, et la catégorie de revenu.

Les parents d'enfants faisant partie d'un ménage à faible revenu ont présenté un score de dépression plus élevé que les parents d'enfants appartenant à un ménage à revenu élevé. Le lien entre le faible revenu et la dépression chez la mère apparaissait aux deux périodes à l'enquête, à savoir quand les enfants étaient âgés de 2 à 5 ans et huit ans plus tard lorsqu'ils avaient de 10 à 13 ans.

Lien entre le faible revenu et la dépression maternelle

Score moyen lié à la dépression maternelle (Étendue : 0-36)



Par contre, selon l'enquête, le niveau de pratiques parentales punitives déclarées était le même pour les enfants des deux catégories de revenu, et ce, à l'une ou l'autre des périodes à l'enquête. Autrement dit, les enfants des ménages à faible revenu n'étaient pas sujets à davantage de pratiques parentales punitives que ne l'étaient les enfants de ménages à revenu élevé.

La situation financière pour la plupart des enfants à faible revenu s'est améliorée avec le temps

La situation financière de la plupart des enfants issus de ménages à faible revenu s'est améliorée durant la période de huit ans à l'étude.

Situation financière en 1994-1995 et en 2002-2003

		Catégorie de revenu en 2002-2003	
	1994-1995	Faible revenu	Revenu élevé
	%		
Enfants vivant dans un ménage à faible revenu en 1994-1995	26	43	57
Enfants vivant dans un ménage à revenu élevé en 1994-1995	74	9	91

En 1994-1995, un peu plus du quart (26 %) des enfants âgés de 2 à 5 ans faisaient partie de ménages dont le revenu était inférieur au seuil de faible revenu de Statistique Canada. Mais, en 2002-2003, plus de la moitié (57 %) de ces enfants n'étaient plus en situation de faible revenu.

Cela signifie que 43 % des enfants qui étaient en situation de faible revenu en 1994-1995 l'étaient encore en 2002-2003. Par ailleurs, à peine 9 % des enfants se trouvant au-dessus du seuil de faible revenu étaient descendus sous celui-ci huit ans plus tard.

Autres facteurs du milieu familial associés au comportement

Il existait un lien entre le dysfonctionnement familial et l'anxiété chez les jeunes enfants âgés de 2 à 5 ans. Il y avait aussi à ces âges un rapport entre la dépression subie par le parent et de plus hauts niveaux de comportements agressifs et d'anxiété chez les enfants.

La situation avait quelque peu changé huit ans plus tard, alors que les enfants avaient de 10 à 13 ans. Il n'y avait alors aucune différence de comportement agressif, d'anxiété et de comportement prosocial entre les enfants vivant au sein de familles à scores élevés de dysfonctionnement et les autres.

Dans le même ordre d'idées, ces comportements étaient les mêmes chez les enfants âgés de 10 à 13 ans qui faisaient partie de ménages où les parents affichaient des scores élevés de dépression que chez les autres enfants.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4450.

Pour plus de renseignements sur les données recueillies durant les cinq premiers cycles de l'ELNEJ ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité de données, communiquez avec les Services aux clients au (613) 951-3321 ou composez sans frais le 1 800 461-9050 (*ssd@statcan.ca*), Division des enquêtes spéciales. ■

Autres communiqués

Profil des exportateurs canadiens

1993 à 2003

Le nombre d'établissements canadiens qui exportent des marchandises a diminué pour la première fois en 2003, tandis que la valeur des marchandises exportées a également fléchi, selon la nouvelle version du Registre des exportateurs.

Environ 43 310 établissements étaient exportateurs en 2003, soit 2,6 % de moins qu'en 2002. Par contre, ce niveau était de 38 % supérieur à celui de 1993.

Ces établissements ont exporté pour un total de 348 milliards de dollars de marchandises, en baisse de plus de 11 milliards de dollars par rapport à 2002. La valeur de ces exportations avait atteint un sommet de 378 milliards de dollars en 2000. Malgré cette diminution, les exportations de marchandises en 2003 étaient plus de deux fois supérieures à celles de 1993.

Le secteur de la fabrication a représenté moins de 15 % de la diminution générale du nombre d'exportateurs. Dans le secteur de la fabrication, cela représente une baisse de 1 %. Toutefois, de 2002 à 2003, la valeur des exportations des établissements de ce secteur a fléchi de près de 7 %.

Les secteurs du commerce de gros et du commerce de détail ont ensemble représenté 44 % de la diminution du nombre d'exportateurs, bien qu'ils n'aient représenté que 13 % de la baisse de la valeur des exportations en 2003.

Le secteur de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse a représenté une part supplémentaire de 18 % de la diminution du nombre d'exportateurs et de 8 % de la baisse de la valeur des exportations.

Malgré la diminution générale des chiffres, plus de 2 000 établissements ont commencé à exporter en 2003. Il s'agit du plus faible nombre de nouveaux exportateurs dans une année inscrite au Registre des exportateurs. Toutefois, la valeur de leurs exportations a excédé 2 milliards de dollars.

Les établissements qui exportent pour plus de 25 millions de dollars annuellement réalisent toujours la plus grande partie des exportations de marchandises. En 2003, 3,7 % des établissements exportateurs ont représenté 81 % de la valeur totale des exportations de marchandises.

Les établissements qui exportent pour moins d'un million de dollars annuellement ont constitué 72 % de tous les établissements exportateurs, mais ont représenté moins de 2 % de la valeur des exportations de marchandises en 2003.

Les établissements qui comptaient moins de 50 employés en 2003 ont représenté 70 % des exportateurs, mais seulement 25 % de la valeur totale des exportations de marchandises. À l'opposé, seulement 6 % de tous les exportateurs employaient plus de 200 personnes. Ils ont réalisé près de la moitié de toutes les exportations de marchandises.

Les 50 entreprises qui exportent le plus ont réalisé près de 45 % de l'ensemble des exportations de marchandises en 2003. La part des exportations des 50 entreprises qui exportent le plus est en baisse constante depuis 2000, année où elle avait atteint 50 % de toutes les exportations de marchandises.

Nota : Le Registre des exportateurs canadiens actuel contient les mêmes données agrégées que les versions précédentes. Ces principaux agrégats comprennent le nombre d'établissements dont les exportations ont dépassé 30 000 $ pendant au moins une année de 1993 à 2003, et ils sont classés par groupe sectoriel, par taille d'exportateur, par province ou territoire de résidence de l'exportateur, par destination de l'exportation et par taille de l'effectif (pour 2003 seulement). Cet ensemble de données complémentaires comprend les données de 2003, ainsi que les données révisées de 1993 à 2002.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Anne Couillard (613) 951-6867 ou composez sans frais le 1 800 294-5583. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Phil Armstrong au (613) 951-6755, Division du commerce international. □

Nombre d'exportateurs par groupe industriel

Groupe d'industries (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Nombre d'exportateurs (établissements)										
	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 884	1 970	2 009	2 059	2 148	2 196	2 172	2 381	2 412	2 448	2 238
Extraction minière de pétrole et de gaz	359	350	390	407	426	403	418	448	493	459	505
Services publics	45	50	44	53	57	51	56	65	58	63	52
Construction	484	587	687	831	895	897	1 012	1 072	1 114	1 117	1 059
Fabrication	15 620	16 672	17 959	18 061	18 832	19 275	19 738	20 294	20 441	20 843	20 690
Commerce de gros	7 095	7 709	8 571	9 689	9 969	9 888	10 004	10 021	10 062	10 030	9 871
Commerce de détail	1 047	1 347	1 462	1 673	1 640	1 768	2 055	2 105	2 203	2 381	2 035
Transport et entreposage	895	939	1 124	1 187	1 232	1 432	1 382	1 495	1 421	1 384	1 226
Industrie de l'information et industrie culturelle	404	490	507	548	544	549	542	557	552	503	477
Finance et assurances	629	690	731	829	873	890	896	938	940	852	807
Industries des services aux entreprises	1 699	1 992	2 314	2 591	2 819	2 894	2 947	3 116	3 204	3 212	3 255
Autres industries[1]	753	869	994	993	1 053	1 021	1 118	1 166	1 237	1 177	1 095
Total	**30 914**	**33 665**	**36 792**	**38 921**	**40 488**	**41 264**	**42 340**	**43 658**	**44 137**	**44 469**	**43 310**

1. Incluent les industries de services comme les gouvernements et les industries de service de l'éducation.
Note: *Les totaux peuvent ne pas correspondre en raison de l'arrondissement.*

■

Services de design spécialisé
2003

En 2003, les revenus d'exploitation des industries de services de design spécialisé, qui se sont élevés à 2,2 milliards de dollars, ont varié légèrement par rapport à l'année précédente. La marge bénéficiaire d'exploitation a diminué pour se situer à 10,2 %, alors qu'elle était de 11,8 % en 2002.

Les entreprises de la branche du design graphique ont représenté 51 % des revenus d'exploitation de ce groupe d'industries, soit 1,1 milliard de dollars, en baisse de 4 % comparativement à 2002. Les services de design intérieur ont enregistré 25 % des revenus, soit une diminution de 3 % par rapport à 2002. Enfin, les entreprises de design industriel, d'architecture paysagère et des autres services spécialisés de design, qui, ensemble, représentent les autres 25 % du total des revenus d'exploitation de ce groupe, ont affiché des augmentations respectives de 29 %, 10 % et 8 %.

La fourniture de services de design a représenté 46 % des revenus d'exploitation de ce secteur en 2003, suivie de la consultation en design (26 %) et des services de gestion de projets (11 %).

Les ventes aux clients du secteur des entreprises ont généré un peu plus des deux tiers (68 %) des revenus tandis que celles aux ménages et aux particuliers en ont produit 12 %. Les autres 20 % sont provenus de façon égale des gouvernements et des clients étrangers.

Les exportations ont représenté 10 % des revenus, comparativement à 8 % en 2002. La plupart des exportations (77 %) sont provenues des clients aux États-Unis. Les services de design industriel comptent beaucoup plus sur les exportations (23 % de ses revenus) que les quatre autres industries de ce groupe.

La concentration dans ce groupe a été relativement faible. Ainsi, les 20 plus grandes entreprises ne représentaient que 8,5 % du total des revenus d'exploitation en 2003. De ces 20 entreprises, 14 étaient spécialisées dans les services de design graphique. Moins de 1 % des entreprises avaient 50 employés ou plus et 65 % des entreprises n'avaient pas de salariés, ce qui illustre l'importance des petites entreprises dans ce secteur.

Les entreprises en Ontario ont enregistré une baisse de 3 % du total de leurs revenus d'exploitation, tandis que celles de la Colombie-Britannique ont enregistré une croissance de 7 %. L'Ontario a affiché la plus grande part du marché, soit 53 % des revenus, suivie du Québec (23 %), de la Colombie-Britannique (12 %) et de l'Alberta (8 %).

Les dépenses d'exploitation ont augmenté de 2 % pour atteindre 1,97 milliard de dollars en 2003, en hausse de 40 millions de dollars par rapport à l'année précédente. Les salaires et les traitements ont continué à être le poste de dépenses le plus important, ayant représenté 31 % du total des dépenses d'exploitation de ce groupe d'industries. En 2003, les entreprises de ce groupe d'industries ont employé approximativement 11 000 personnes.

Données stockées dans CANSIM : tableau 360-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4719.

Pour plus de renseignements sur l'enquête ou pour en savoir davantage sur les concepts,

les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Suvi Kanagarajah au (613) 951-5251 (*suvi.kanagarajah@statcan.ca*) ou avec Konstantine Anastasopoulos au (613) 951-8354 (*konstantine.anastasopoulos@statcan.ca*), Division des industries de service. Télécopieur : (613) 951-6696. ■

Bureaux d'agents, de courtiers en immeubles et d'évaluateurs de biens immobiliers et des autres activités liées à l'immobilier

2003

Le revenu total pour ce secteur a augmenté de 10,9 % pour atteindre 7,9 milliards de dollars en 2003 comparativement à 7,1 milliards de dollars en 2002. La Saskatchewan, la Colombie-Britannique et le Québec ont enregistré les plus fortes croissances de revenu. Les bureaux d'agents et de courtiers immobiliers ont dominé largement ce secteur puisqu'ils représentent 89 % du total des revenus.

Il est maintenant possible de connaître les données de 2003 sur le secteur des bureaux d'agents, de courtiers en immeubles et d'évaluateurs de biens immobiliers et des autres activités liées à l'immobilier. Ces données donnent de l'information sur les revenus et les dépenses pour les provinces et les territoires.

Nota : La méthodologie de l'enquête a changé en 2003 et pour cette raison les données de 1999 à 2002 ont été révisées.

Données stockées dans CANSIM : tableau 352-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4706.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Éric Chamberland au (613) 951-0443 (*eric.chamberland@statcan.ca*), Division des industries de service. ■

Indice des taux de salaires syndicaux dans la construction

Janvier 2005

L'indice total des taux de salaires syndicaux dans la construction (y compris les suppléments) pour le Canada est demeuré inchangé en janvier par rapport à son niveau de 129,9 affiché en décembre (1992=100). L'indice a augmenté de 1,2 % par rapport à l'indice de janvier 2004.

Les taux de salaires syndicaux sont publiés pour 16 métiers dans 20 régions métropolitaines tant pour les taux de base que pour les taux incluant certains paiements supplémentaires. Des indices (1992=100) sont calculés pour les mêmes régions métropolitaines et sont publiés pour celles où une majorité de métiers est couverte par les conventions collectives actuelles.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 327-0003 et 327-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2307.

Le numéro du premier trimestre de 2005 de *Statistiques des prix des immobilisations* (62-007-XPB, 26 $ / 85 $) paraîtra en juin.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec le Service à la clientèle au (613) 951-9606 (*infounit@statcan.ca*) ou avec Louise Chaîné au (613) 951-3393, Division des prix. Télécopieur : (613) 951-1539. ■

Acier en formes primaires, données hebdomadaires

Semaine se terminant le 12 février 2005 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 12 février a atteint 318 673 tonnes métriques, en hausse de 4,1 % par rapport à la production de 306 038 tonnes de la semaine précédente et de 5,0 % comparativement à la production de 303 057 tonnes de la semaine correspondante en 2004.

Le total cumulatif au 12 février était de 1 884 098 tonnes, en baisse de 0,7 % comparativement aux 1 897 658 tonnes produites au cours de la même période en 2004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2131.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Commerce de gros, décembre 2004, vol. 67, n° 12
Numéro au catalogue : 63-008-XIF (15 $/150 $).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette et –XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

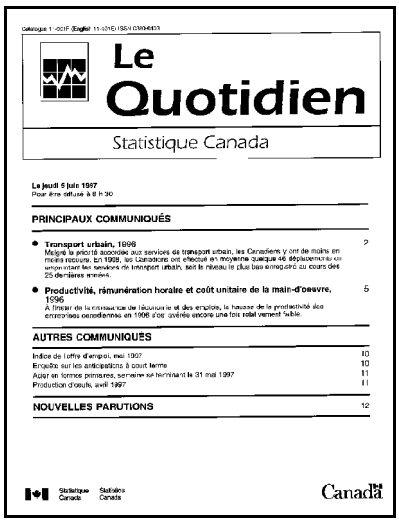
- Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez le :	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à : Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : *infostats@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)*. À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.


Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 5 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- Transport urbain, 1996 — 2
- Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 — 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 — 10
Enquêtes sur les anticipations à court terme — 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 — 11
Production d'œufs, avril 1997 — 11

NOUVELLES PARUTIONS — 12

Statistique Canada Statistics Canada
Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.